

DE LA RÉVOLUTION AU MERCENARIAT

Les Moudjahidines perdus



Issus de la résistance armée à la dictature du shah d'Iran, les Moudjahidines du peuple ambitionnaient une révolution islamique et sociale, mais furent écartés par l'ayatollah Khomeiny. D'alliances objectives en compromis douteux, puis en trahison certaine, ils devinrent le bras armé de Washington contre leur propre peuple. Responsables d'attentats dans une quinzaine de pays contre les intérêts iraniens et ayant participé aux pires exactions du régime de Saddam Hussein, ils sont aujourd'hui considérés comme une organisation terroriste, mais bénéficient du soutien des faucons états-uniens.

page 2

Juger les administrations états-uniennes avec Saddam Hussein

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Noam Chomsky, symbole de l'opposition intérieure à l'impérialisme des États-Unis, rappelle qu'une justice équitable se doit de juger chacun pareillement. De ce point de vue, le jugement de Saddam Hussein ne sera équitable que si l'on cite à comparaître les complices de ses crimes : Powell, Cheney, Rumsfeld et Bush père, tous responsables aussi bien de l'armement de la dictature que d'une décennie d'embargo.

page 15

REPÈRE : 18 FÉVRIER 1942

L'arrogance coloniale livre 130 000 soldats à la mort

Le lendemain de Pearl Harbor, le Japon avait débarqué en Malaisie et exploité la réticence britannique à se battre dans la jungle pour avancer sur Singapour. Le 18 février 1942, la place forte de Sa Majesté se rend aux troupes japonaises. Pour Winston Churchill, il s'agit de la pire défaite et de la plus grande capitulation dans l'histoire du Royaume Uni. Toute la Malaisie est sous contrôle du Japon qui s'ouvre ainsi la porte de l'Océan Indien. La défense de la péninsule malaise est un modèle de mauvaise planification militaire, mais surtout d'arrogance coloniale, les officiers britanniques sous-estimant systématiquement l'adversaire. Plus de 130 000 soldats britanniques, australiens et indiens, ainsi que des milliers de civils sont faits prisonniers - la plupart mourront de faim, d'épuisement ou de maladie dans les camps de prisonniers.



LE PENTAGONE VEUT INSTALLER DES TROUPES EN MAURITANIE

C'est officiellement pour « stabiliser » le Sahel et mettre fin aux agissements des groupes salafistes « liés à Al Qaïda » que Washington a proposé son aide à Nouackchott. Depuis le 20 janvier 2004, des instructeurs US sont chargés de réorganiser les forces armées mauritaniennes. L'opposition, qui affirme qu'il n'y a aucun danger terroriste dans le pays, dénonce un soutien militaire étranger au régime autoritaire du colonel Maaouya ould Sid'Ahmed Taya. Cependant, l'assistance US ne serait que les prémices d'une collaboration de grande envergure. La sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, Pamela Bridgewater, négocie l'installation d'une base militaire US permanente dans le désert. Elle permettrait des interventions dans tout le continent africain et une maîtrise de « l'arc d'instabilité » qui va de l'Afghanistan au golfe de Guinée en passant par les principaux champs pétrolifères de la planète.

De la révolution au mercenariat

Les Moudjahidines perdus

Issus de la résistance armée à la dictature du shah d'Iran, les Moudjahidines du peuple ambitionnaient une révolution islamique et sociale, mais furent écartés par l'ayatollah Khomeiny. D'alliances objectives en compromis douteux, puis en trahison certaine, ils devinrent le bras armé de Washington contre leur propre peuple. Responsables d'attentats dans une quinzaine de pays contre les intérêts iraniens et ayant participé aux pires exactions du régime de Saddam Hussein, ils sont aujourd'hui considérés comme une organisation terroriste, mais bénéficient du soutien des faucons états-uniens.



Maryam Radjavi

L'Organisation iranienne des Moudjahidines du peuple a été créée par des musulmans progressistes, en 1965, pour renverser la dictature de Mohammed Rezâ Pahlavi. Celui-ci, aidé par le MI6 britannique et la CIA états-unienne, avait mit fin, en 1953, au gouvernement socialiste de Mohammad Mossadegh qui entendait nationaliser les ressources pétrolières et redistribuer les richesses au peuple. Il avait consolidé son pouvoir personnel grâce à une terrible police politique, la Savak, étroitement encadrée par les services anglo-saxons [1]. Plus de cinq cent milles personnes furent arrêtées et emprisonnées entre 1957 et 1978, tandis que des milliers d'opposants étaient victimes de tribunaux d'exception, de tortures et d'exécutions sommaires. Dans son rapport annuel de 1975, *Amnesty International* écrivait : « *Aucun pays au monde n'a de bilan pire que l'Iran [du shah] en matière de Droits de l'homme* ».

Pendant cette période, les Moudjahidines du peuple développent une guérilla

urbaine, tout comme les Fedayins du peuple, qui sont eux de véritables marxistes-léninistes. Les deux partis subissent en retour une répression féroce. Lors du renversement du shah, ils sont donc trop affaiblis pour pouvoir jouer le rôle politique dont ils rêvent. C'est le clergé, mobilisé derrière l'ayatollah Ruhollâh Khomeiny, qui prend les rênes du pouvoir en février 1979. Celui-ci, intronisé officieusement par Washington [2], s'appuie sur un soutien populaire mésestimé pour lancer une importante révolution sociale et, très rapidement, rompre avec ses soutiens états-uniens.

Iran, 1979. Les Moudjahidines écartés de la Révolution islamique

Symboliquement, Khomeiny nomme à la tête du gouvernement provisoire Mehdi Bazargan, qui a été incarcéré à quatre reprises sous l'Ancien régime pour son opposition au shah. L'Iran connaît alors un vaste mouvement d'épuration et de répression des royalistes et des policiers de la SAVAK, mais aussi une profonde révolution sociale, inspirée tout autant de 1789 et 1917 que du Coran. De nombreuses richesses sont nationalisées (banques, compagnies d'assurances, grands complexes industriels). Les grands domaines agricoles sont occupés de façon « *sauvage* » par les paysans sans terre, et des « *conseils ouvriers* » sont élus et prennent le contrôle des usines. Soutenu par les Moudjahidines du peuple, Mehdi Bazargan, digne représentant du Bazar, le mouvement socialement conservateur prônant la libéralisation des échanges, se retrouve en porte-à-faux face au glissement toujours plus à gauche de la révolution et aux mutations accélérées de la société iranienne. Vite discrédité, il quitte le pouvoir au moment de la « *deuxième révolution* » initiée par l'imam Khomeiny dont l'objectif est de mettre fin à l'ingérence étrangère, principalement états-unienne, dans le pays.

Sur la base de documents récupérés dans les archives secrètes de l'ambassade des États-Unis à Téhéran, occupée à partir de novembre 1979 par des « *étudiants islamiques* », de nombreux hommes politiques et même des partis réputés « *pro-occidentaux* » sont menacés par le pouvoir iranien, tels que Amir Entezam, ancien vice-Premier ministre, Hassan Nazih, ancien directeur de la National Iranian Oil Company, Rahmatollah Mognadam-Maraghi, chef du Parti radical et l'ayatollah Chariat Madari, considéré comme un libéral de droite. Au final, le clergé chiite rejoue une partition déjà connue de l'histoire iranienne : asseoir son pouvoir en se faisant le champion de la cause nationale contre l'exploitation étrangère. *De facto*, son opposition, qu'elle soit royaliste ou d'une autre faction révolutionnaire, se trouve en position d'allié objectif des États-Unis. Dans ce contexte, les Moudjahidines, qui sont devenus un parti de masse capable de rassembler à Téhéran 150 000 partisans et sympathisants, en juin 1979, prennent leur distance avec le comportement des étudiants islamiques, bien qu'ayant salué au départ la prise de l'ambassade états-unienne. Sous la houlette de leur leader Massoud Radjavi, ils se dressent contre l'imam Khomeiny qui, en retour, stigmatise avec virulence dans ses discours les « *islamo-marxistes* ». Dans le même temps, les autres mouvements d'opposition que sont les Fedayins du peuple et le Parti démocratique kurde (PDK) subissent de violentes dissidences internes : les premiers adoptent une ligne politique « *anti-impérialiste* » comparable à celle du parti communiste iranien Toudeh, tandis qu'au sein du PDK, « *une fraction, celle-là minoritaire,*

s'est séparée de la majorité, dirigée par M. Abdel Rahman Ghassemlou, en l'accusant de collaborer avec l'Irak et l'OTAN » [3]. Peu à peu, les Moudjahidines du peuple incarnent la principale formation d'opposition au pouvoir en place à Téhéran en prônant un État islamique sans la mainmise de l'appareil clérical sur le pouvoir. Se fondant sur une interprétation « socialiste » du Coran, ils développent « une vision autogestionnaire de l'organisation politique de la communauté islamique » qui « doit devenir son propre "imam" » [4]. Le pouvoir est donc exercé à la base, et non pas par la classe des théologiens.

France, 1981. Massoud Radjavi se réfugie à Paris, rapprochement avec les États-Unis

En raison de cette opposition idéologique forte, les Moudjahidines ne sont pas représentés ni au Conseil de la révolution, ni au sein du gouvernement provisoire de Mehdi Bazargan. Ils subissent la censure des médias à l'encontre de leurs activités et déclarations, tandis qu'une répression à peine voilée du mouvement contraint ses membres à militer dans une semi-clandestinité. La prise de contrôle de tous les postes de pouvoir par le Parti de la République islamique (PRI) soutenu par Khomeiny et dirigé par l'ayatollah Behehti accélère la marginalisation politique des Moudjahidines. Le déclenchement en septembre 1980 de la guerre Iran-Irak par les troupes de Saddam Hussein, poussé par Washington et ses alliés atlantistes, rend la situation intérieure encore plus tendue. Le président iranien, Bani Sadr, adversaire du PRI, est menacé et les religieux craignent qu'il ne s'allie avec les Moudjahidines. En mars 1981, de violents affrontements à l'université de Téhéran voient les partisans du président être rejoints par des membres du mouvement de Massoud Radjavi, contre des hommes de main du PRI. Le conflit au sommet de l'État tourne à l'avantage des théocrates, qui destituent le président Bani Sadr, le 10 juin 1981. Celui-ci se réfugie dans la clandestinité, tandis que les Moudjahidines se font menaçants. Le 28 juin 1981, un attentat, qui leur est attribué, décime les dirigeants du PRI, tuant l'ayatollah Behehti ainsi que quatre ministres, six ministres adjoints et le quart du groupe parlementaire du PRI. Dans la foulée le mouvement subit une vague d'arrestations, des militants de gauche, dont de nombreux Moudjahidines, sont exécutés, tandis que de multiples attaques armées sont lancées contre le régime. Massoud Radjavi se réfugie à Paris, avec le président Bani Sadr, en juillet 1981. François Mitterrand vient juste d'accéder à la présidence de la République.

Alliés objectifs de la France et des États-Unis, les Moudjahidines du peuple vont perdre tout soutien populaire en Iran et commencer leur lente dérive. Ils deviennent le bras armé de « l'Occident » face au régime islamique, dans la « guerre » [5] que vont se livrer Paris et Téhéran autour du règlement du contentieux Eurodif. L'Iran avait en effet accepté, en 1974, de prêter un milliard de dollars à la France, par l'intermédiaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Cette somme devait servir à construire une nouvelle centrale nucléaire à Pierrelatte. En échange, l'Iran se voyait ouvrir le capital d'Eurodif, où elle détenait une minorité de blocage. De plus, Téhéran obtenait l'accès à 10 % de l'uranium enrichi produit à Pierrelatte et pouvait ainsi envisager d'accéder au statut de puissance nucléaire. La France, qui avait signé cet accord avec l'Iran du shah, refuse de l'honorer une fois l'ayatollah Khomeiny au pouvoir. Celui-ci

va donc exercer une importante pression sur Paris pour obtenir satisfaction, en multipliant les attentats, les assassinats ciblés et les échanges de prisonniers [6].

Les Moudjahidines du peuple permettent, à l'inverse, à la France et aux États-Unis de frapper des cibles sur le sol iranien. Devenus des mercenaires, ils trahissent leur pays et soutiennent l'Irak dans le conflit sanglant qui l'oppose à la République islamique. Ils vont même jusqu'à installer sur les terres de Saddam Hussein leurs principaux centres d'opération, en 1987.

Mais la multiplication des attentats iraniens sur le sol français pousse Paris, et notamment le gouvernement de Jacques Chirac intronisé en mars 1986, à négocier avec Téhéran. Officiellement, les Moudjahidines du peuple vont alors servir de monnaie d'échange entre les deux pays pour la libération des otages français au Liban. En réalité, ils subissent surtout les dommages collatéraux des négociations franco-iraniennes autour de la coopération nucléaire, comme étape intermédiaire pour une « *normalisation* » des relations diplomatiques. Ils servent donc d'écran de fumée pour empêcher que soient révélés les réels enjeux des négociations. Mais les conséquences qui vont les frapper sont bel et bien réelles.

Irak, 1986. Alliance avec Saddam Hussein en guerre contre l'Iran

Ainsi, en juin 1986, le chef des Moudjahidines du peuple, Massoud Radjavi, est expulsé de Paris vers Bagdad, à la grande satisfaction des responsables iraniens, tels que Ali Ahani, directeur pour l'Europe et l'Amérique au ministère des Affaires étrangères iranien [7]. Il ne s'agit pourtant pas là d'une bonne nouvelle pour Téhéran, puisque le leader des Moudjahidines signe, peu après, un accord avec Saddam Hussein. L'organisation continue ses actions terroristes sur le sol iranien, assassinant, en février 1987, un responsable provincial chargé de l'éducation, Ali Iranmanesh [8]. Trois jours plus tard, l'Irak renonce pour deux semaines à bombarder les villes iraniennes quotidiennement attaquées jusque-là par les chasseurs bombardiers irakiens. Selon un communiqué officiel, cette décision a été prise suite à la demande formulée par le chef des Moudjahidines, Massoud Radjavi, auprès du président Saddam Hussein, « *au nom des masses iraniennes et de leurs forces militant contre le régime iranien* » [9]. Un tel recours aux Moudjahidines pour justifier une trêve avait déjà eu lieu, en juillet 1985, en invoquant « *une demande formulée par M. Radjavi* ».

États-Unis, 1987. Fracture au sein de la classe politique sur l'utilisation des Moudjahines

Malgré l'engagement militaire des Moudjahines iraniens aux côtés de l'Irak contre leur propre pays [10], ils seront, dans les mois qui suivent, lâchés par la France et des États-Unis. En avril 1987, le porte-parole du département d'État, Charles Edgar Redman, affirme qu'il « *ne voit pas de raison* » de soutenir un mouvement qui « *prône la violence* » et a « *une longue histoire de terrorisme* ». Il ressort à cette occasion l'épisode selon lequel les Moudjahidines auraient « *assassiné au moins six Américains* » lors des années d'opposition au shah, et souligne qu'ils ont réalisé un certain nombre d'actes terroristes en Iran,

notamment des attentats à la bombe en juin et août 1981 qui ont fait « beaucoup plus de cent victimes ». Le 22 avril 1987, le département d'État états-unien annonce dans la continuité « que ses récents contacts avec des représentants de cette organisation ne représentent pas un changement dans la politique américaine à l'égard du terrorisme » [11].

En août 1987, alors que cinquante-deux membres du Congrès états-unien demandent au secrétaire d'État, George Schulz, de soutenir les Moudjahidines du peuple dans leur lutte contre le régime de l'imam Khomeiny, Phyllis Oakley, porte-parole du département d'État affirme que si les « États-Unis déplorent les excès du régime Khomeiny (...), ils n'approuvent pas pour autant l'usage de la terreur et de la violence par des groupes d'opposition », préparant le terrain à une réponse négative de la part de la diplomatie états-unienne [12].

France, 1987. Expulsion de Moudjahidines par le gouvernement Chirac, opposition des socialistes

En décembre, c'est la France, par la voix de son ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, qui fait expulser plusieurs dizaines d'opposants iraniens au régime de Téhéran, et notamment des membres des Moudjahidines du peuple. Le Premier ministre, Jacques Chirac, déclare : « L'Iran est irrité à juste titre par l'abus du droit d'asile de la part d'un certain nombre de réfugiés iraniens ». Le porte-parole des Moudjahidines met directement en cause les négociations secrètes entre Paris et Téhéran : « Le gouvernement français est en train de payer, pour ses otages, une lourde rançon aux tortionnaires de Khomeiny et à son régime chancelant. La résistance iranienne et le peuple d'Iran n'oublieront pas ces actes inamicaux (...). Nous payons le prix d'un marchandage qui n'honore personne, ni la France, ni l'Iran. » [13].



Mgr Jacques Gaillot
et Maryam Radjavi

La décision des autorités françaises suscite de nombreuses réactions d'indignation de la part d'associations ou d'hommes politiques souhaitant prendre la défense des Moudjahidines. C'est le cas du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), qui demande à connaître les motifs de la mesure d'expulsion ainsi que des précisions sur les personnes concernées [14]. La CIMADE, France Terre d'Asile, le GISTI et la Ligue des Droits de l'Homme protestent. Trois avocats, Mes Henri Leclerc, Jean-Philippe Mignard et

Francis Teitgen dénoncent la « vassalisation de notre droit aux volontés de l'ayatollah Khomeiny », tandis que Jack Lang s'enflamme : « Honte à Pasqua. Honte au gouvernement Chirac qui, par ce geste indigne, renie le droit d'asile et pactise avec la dictature de Khomeiny » [15]. Lionel Jospin, alors premier secrétaire du Parti socialiste, évoque une expulsion « brutale » et demande des explications au gouvernement [16]. Le député socialiste, Louis Mexandeau, attaque Charles Pasqua dans l'hémicycle : « Vous avez payé aux autorités iraniennes un pourboire ou un acompte en monnaie iranienne : l'unité de compte est le réfugié iranien ou kurde ! » La réponse du ministre de l'Intérieur est cinglante : « C'est votre droit, M. Mexandeau, de vous déclarer solidaire des

Moudjahidines du peuple qui, aujourd'hui, combattent le régime de Khomeiny, comme ils l'ont aidé hier à prendre le pouvoir. Vous aurez du mal à les présenter comme des démocrates authentiques et on peut imaginer quel régime s'instaurerait en Iran s'ils prenaient le pouvoir, mais ce n'est pas mon problème. Mon problème, c'est que, en tant que ministre de l'Intérieur, je ne puis tolérer que l'on se livre sur notre sol à des opérations, à un chantage et à des menaces tendant à faire régner la terreur dans une autre partie de la communauté iranienne » [17].

Cette levée de boucliers de la part de la Mitterrandie amène à s'interroger sur les rapports qu'elle entretient, depuis 1981, avec l'organisation iranienne. [18]. Elle est relayée, sur la scène internationale, par de violentes critiques de la part de parlementaires britanniques, états-uniens et italiens [19]. Margaret Thatcher, alors Premier ministre britannique, s'inquiète même publiquement de ce qui pourrait apparaître comme une « *prime* » aux preneurs d'otages. [20]. Jacques Chirac y répond en affirmant que la France refuse de transiger avec l'Iran et en démentant avoir payé une rançon pour le retour des otages Jean-Louis Normandin et Roger Auque, mettant « *au défi* » ceux qui disent le contraire, notamment « *dans la presse anglo-saxonne, pour des raisons précises qui n'ont pas changé depuis Lawrence d'Arabie* » [21].

Le président François Mitterrand va d'ailleurs révéler sa position en janvier 1988, en apportant officiellement son soutien aux réfugiés iraniens, au terme d'une rencontre avec Jean-Pierre Hocké, haut-commissaire au réfugié, qu'il assure de son « *plein soutien* ». Dans le même temps, Danielle Mitterrand reçoit « *longuement les familles des réfugiés iraniens expulsés* » et se rend, en tant que présidente de l'association France-Libertés, sur les lieux mêmes où les opposants iraniens font la grève de la faim [22]. La presse rappelle alors avec délectation que Charles Pasqua avait lui-même signé en juillet 1985, en tant que sénateur, un texte de soutien aux Moudjahidines du peuple de Massoud Radjavi.

Autre sujet d'interrogation, la destination choisie pour les expulsés : ceux-ci sont envoyés vers le Gabon, une décision prise à Antibes, lors du sommet franco-africain, au terme de négociations entre Jacques Foccart, alors conseiller de Jacques Chirac pour les affaires africaines, et le président gabonais Omar Bongo, en présence du général Imbot, directeur de la DGSE [23].

Des opposants iraniens continuent néanmoins de résider en France, notamment Chapour Bakhtiar, le dernier chef du gouvernement impérial, et Abolhassan Bani Sadr, l'ancien président de la République islamique [24].

Finalement, sept des quinze expulsés sont rapatriés en France, au terme d'une campagne de mobilisation internationale, relayée par la presse, non seulement en France, mais aussi aux États-Unis et au Royaume Uni [25].

Irak, 1991. Répression des chiites et des kurdes pour le compte de Saddam Hussein

La répression de l'Iran envers les Moudjahidines engagés aux côtés des forces irakiennes ne faiblit pas. En août 1988, lors d'une offensive dans le centre-ouest

de l'Iran, ils perdent plus d'un millier d'hommes tandis que sept personnes sont exécutées à Batharan pour avoir « *collaboré avec les membres de ce mouvement qui avaient envahi la région* » [26]. De nombreux prisonniers politiques sont également exécutés début 1989 et Kassem Radjavi (frère de Massoud) est assassiné à Genève, le 24 avril 1990.

Repliés sur eux-mêmes, les Moudjahidines sont devenus une sorte de secte militaire, placée sous l'autorité d'un couple tout-puissant, les Radjavi, secondé par un groupe de femmes sans pitié. Ils sont entre 6 000 et 8 000 vivant en communauté dans des bases fermées, installées en plein désert. En 1991, à l'issue de la Guerre du Golfe, l'Irak de Saddam Hussein, laissé exsangue mais debout par les États-Unis, doit réprimer la révolte des chiïtes et des kurdes contre le gouvernement ba'assite. Pour cette opération, Saddam Hussein pourra compter non seulement sur la passivité des États-Unis (qui ont laissé les hélicoptères irakiens décoller alors même que l'espace aérien devait être verrouillé), mais aussi sur le fanatisme des Moudjahidines devenus exécuteurs des basses œuvres de son régime. Le *New York Times* relate ainsi le témoignage de Karim Haghi, ancien garde du corps de Massoud et Maryam Radjavi, selon lequel « *on nous a expliqué que si ces révoltes parvenaient à renverser Saddam Hussein, ce serait la fin de notre mouvement. (...) Maryam Radjavi nous a conseillé de les tuer avec des tanks afin de garder nos balles pour d'autres opérations.* » [27].

Le 5 avril 1993, des ambassades ou des institutions iraniennes sont la cible d'attentats dans 13 pays. Ils sont attribués aux Moudjahidines, qui n'ont pourtant pas la capacité opérationnelle des les perpétrer tous simultanément. La presse de l'époque présente cette action de grande ampleur comme une riposte à un bombardement d'un camp des Moudjahidines en Irak. Il est plus probable qu'il s'agisse d'une opération plus complexe : pour empêcher l'Argentine d'acquiescer de nouvelles technologies nucléaires israéliennes, Téhéran aurait commandité au Jihad islamique un attentat contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires, le 17 mars, faisant 29 morts et 200 blessés. En rétorsion, Tel Aviv aurait commandité aux Moudjahidines du peuple des attentats contre des ambassades iraniennes.

France, 1993. Expulsion pour protéger « les intérêts supérieurs de l'État »

En novembre 1993, la présence sur le sol français de la femme de Massoud Radjavi suscite une crise diplomatique entre la France et l'Iran. Le mouvement des Moudjahidines continue d'être violemment combattu par la République islamique, tandis que l'organisation réalise des opérations de représailles sur place, tel que la destruction de onze oléoducs en juin 1993, en réponse à l'assassinat de l'un de ses membres à Karachi, au Pakistan [28]. Téhéran appelle à l'expulsion immédiate de Maryam Radjavi, le 9 novembre, et le même jour, l'ambassade de France et les locaux d'Air France à Téhéran sont visés par deux attentats, faisant deux blessés légers. Ils sont revendiqués par le « *Hezbollah du sud de Téhéran* ». Peu de temps après, le ministre turc de l'Intérieur annonce l'expulsion des Moudjahidines du peuple et des opposants kurdes iraniens se trouvant dans son pays. La donne a changé, et le mouvement iranien n'y a plus sa place. Comment comprendre autrement le refus opposé par le gouvernement

d'Édouard Balladur à l'extradition vers la Suisse de deux Iraniens soupçonnés d'avoir assassiné Kazem Radjavi sur le sol helvétique ? La raison invoquée est lapidaire : il s'agit, selon le gouvernement, de protéger « *les intérêts supérieurs de l'État* ». On découvre à cette occasion, la dérive sectaire de l'organisation : pour « tenir » les membres en exil en Occident, les Radjavi les contraignent à confier leurs enfants à d'autres membres, situés dans d'autres pays.

Les États-Unis eux-mêmes prennent leurs distances. Après avoir fait ressurgir le spectre des six ressortissants états-uniens assassinés par l'organisation du temps du shah, les autorités accusent Razi Ahmed Youssef, un des auteurs présumés de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, d'être également responsable de l'attentat contre le mausolée de l'imam Reza en Iran, le 20 juin 1994, qui avait fait vingt-cinq morts et soixante-dix blessés. Une action attribuée aux Moudjahidines du peuple par Téhéran. En juin 1995, c'est au tour de l'Allemagne de refuser à Maryam Radjavi l'entrée sur son territoire pour un *meeting* d'opposants iraniens à Dortmund [29]. L'Iran profite de l'embellie diplomatique pour s'attaquer frontalement aux Moudjahidines : en mai 1995, ce sont deux dirigeantes du mouvement qui sont assassinées à Bagdad. En juillet, Téhéran bombarde la principale base militaire de l'organisation et fait tuer trois membres du mouvement à Bagdad. L'Iran réclame en parallèle à Saddam Hussein qu'il lui livre Massoud Radjavi, toujours présent sur le sol irakien. Le 31 juillet, deux attentats attribués aux Moudjahidines secouent Téhéran, non loin du siège de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak, un mouvement d'opposition chiite au régime de Bagdad.

1997. Rapprochement pétrolier Iran-États-Unis, les Moudjahidines déclarés « terroristes »

En 1997, le département d'État états-unien de Madeleine Albright place la branche politique du mouvement, le Conseil National de Résistance Iranienne, sur sa liste des organisations terroristes. D'après **une note d'information du Parlement australien**, les attentats perpétrés en 1992 contre des ambassades iraniennes à l'étranger et attribués aux Moudjahidines auraient beaucoup pesé dans la décision de Washington. La décision survient dans le cadre d'une tentative de rapprochement irano-états-unienne sur fonds d'intérêts pétroliers. D'après *Le Figaro*, l'Iran est à l'époque le principal bénéficiaire de plusieurs contrats signés par Total et par Shell, que l'administration Clinton souhaite laisser passer sans appliquer les sanctions extra-territoriales votées en 1996 par le Congrès : face à celui-ci, écrit le quotidien français, « *les ténors du lobby pétrolier, tel l'ex-secrétaire d'État James Baker, sont peut-être en train d'imposer leur vue : dans la course au pétrole et au gaz de la Caspienne, les compagnies américaines traînent la loi D'Amato-Kennedy comme un boulet* » [30]. La même année, l'accession à la présidence de Mohammad Khatami, plutôt apprécié par Washington, est considérée comme un camouflet pour les Moudjahidines, qui appelaient au boycott du scrutin.

Lâchée par leurs appuis extérieurs, les Moudjahidines n'abandonnent pas le combat. En 1998, ils revendiquent l'attentat contre le Tribunal révolutionnaire de Téhéran et l'attaque manquée du quartier général des Gardiens de la Révolution. En août, ils assassinent Assadollah Ladjvardi, ancien procureur des tribunaux révolutionnaires et ex-directeur de la plus grande prison d'Iran.

En 1999, c'est le siège du ministère des Renseignements qui est visé par une attaque au mortier, puis le général Ali Sayad Chirazi qui est assassiné en avril. En juin, l'Iran réplique en tirant trois missiles sol-sol de longue portée sur une des bases des Moudjahidines située sur le sol irakien, à 110 kilomètres au nord de Bagdad. Téhéran peut compter, dans sa lutte, sur le soutien de la France : lors de la visite du président Khatami à Paris, en octobre 1999, les autorités françaises déploient un important dispositif de sécurité et procèdent même à des opérations de police contre les opposants iraniens, en gage de bonne volonté. Une démarche qui suscite cette réaction indignée de Me Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme. Selon lui, l'action contre les Moudjahidines est à mettre en parallèle avec l'arrestation de manifestants tibétains et de membres de Reporters sans frontières lors de la visite officielle du président chinois, Jiang Zemin. Il ajoute même : « *L'Iran est l'un des pires régimes du monde pour les atteintes aux libertés* » [31].

Irak 2003. Promesses non-tenues des États-Unis à l'Iran

Devenus inutiles en eux-mêmes, les Moudjahidines vont à nouveau devenir une monnaie d'échange diplomatique permettant à l'Iran de refaire surface sur la scène internationale. En mars 2002, Téhéran conclut ainsi un accord avec Ankara : la République islamique place le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur sa liste des organisations terroristes, tandis que la Turquie fait de même avec les Moudjahidines du peuple [32]. Les deux pays procéderont par la suite à des échanges de prisonniers appartenant aux deux mouvements, en gage de coopération. Les États-Unis eux-mêmes vont collaborer avec l'Iran sous couvert de « *guerre au terrorisme* ». Malgré les démentis des officiels iraniens, plusieurs diplomates occidentaux font ainsi part, en décembre 2002, de la participation de leur pays au renversement du régime des Talibans afghans, honnis par Téhéran [33]. Selon ces diplomates, l'Iran aurait été jusqu'à communiquer aux responsables états-uniens des informations sur le programme d'armement chimique irakien, lors d'une rencontre tenue secrète à Paris. Les États-Unis auraient de leur côté cherché à s'assurer de la coopération de l'opposition chiite irakienne après l'invasion du pays. En échange de ces garanties, Washington se serait engagé à éliminer la menace des Moudjahidines du peuple [34]

Effectivement, le 15 avril 2003, les forces de la Coalition bombardent, dans le pays nouvellement conquis, les bases des Moudjahidines du peuple. Cependant, il semble bien que ni l'Iran, ni les États-Unis, n'aient décidé d'honorer, au final, leurs engagements initiaux. La minorité chiite en Irak apparaît en effet bien plus active que ne le souhaiterait l'administration états-unienne et a, en conséquence, été la cible de plusieurs attentats meurtriers. Par ailleurs, l'armée états-unienne aurait, avant d'attaquer les camps d'entraînement des Moudjahidines, **averti les occupants de quitter les lieux** afin d'éviter toute perte. Mieux, le 22 avril, les forces de la Coalition signent un cessez-le-feu avec l'organisation, une initiative saluée par Massoud Radjavi [35] et violemment critiquée par Téhéran.

États-Unis, 2003. Les faucons aux côtés des Moudjahidines

C'est que l'organisation compte de nombreux soutiens aux États-Unis, particulièrement dans les rangs des faucons prêts à s'allier avec quiconque pourrait participer au renversement du régime iranien. Un article de *Newsweek* de septembre 2002 faisait ainsi état d'un **rapport des services états-uniens** consacré aux liens de Saddam Hussein avec des organisations terroristes. Il n'y était faite aucune référence à Al Qaïda, mais bien aux Moudjahidines du peuple, ce qui n'a pas manqué de plonger dans l'embarras les responsables états-uniens dont certains sont connus pour en être des sympathisants [36]. Sa façade états-unienne, le Conseil national de résistance iranien, qui a son siège à Washington dans les locaux du National Press Building, a pourtant elle aussi été placée sur la liste des organisations terroristes en 1999 par le département d'État. D'après *Newsweek*, le mouvement bénéficierait du soutien de plus de deux cents membres du Congrès, mais aussi de celui de l'actuel secrétaire à la Justice, John Ashcroft. Lors d'une manifestation du mouvement devant l'ONU, pour protester contre un discours du président Khatami, John Ashcroft et Chris Bond, tous deux républicains du Missouri, avaient rédigé un communiqué de solidarité avec les Moudjahidines, lu et acclamé en public à cette occasion. Une photographie de John Ashcroft figure également dans une plaquette de présentation du mouvement distribuée au Capitole. Un autre de ses soutiens n'est autre que le sénateur démocrate du New Jersey, Bob Torricelli, qui a été accusé par son adversaire républicain, Doug Forrester, d'avoir reçu 100 000 dollars des Moudjahidines pour financer sa campagne. Depuis le 11 septembre 2001, ces soutiens se sont logiquement faits plus rares.



Meeting des Moudjahidines du Peuple le 24 janvier 2004, à Washington
En présence de Richard Perle, conseiller du Pentagone et des Gipsy Kings.

Le journal parlementaire états-unien *The Hill* recense, dans un article paru en avril 2003, les élus états-uniens qui continuent de défendre les Moudjahidines. Parmi ceux-ci, on trouve Ileana Ros-Lehtinen, présidente républicaine de la sous-commission aux relations internationales consacrée au Proche-Orient et à l'Asie centrale, mais aussi le congressman républicain du Colorado Tom Tancredo, Edolphus Town, Gary Ackerman, Lincoln Diaz-Balart et Sheila Jackson Lee. Des connexions politiques qui expliquent l'inertie états-unienne face aux Moudjahidines. D'après le département de la Justice, les représentants d'une organisation que le département d'État qualifie de terroriste ne sont pas nécessairement en violation de la loi fédérale, comme l'a expliqué l'un des porte-parole de l'équipe de John Ashcroft : « *Le simple fait qu'un groupe soit désigné comme [une organisation terroriste étrangère] ne rend pas nécessairement ce groupe illégal* ». Au contraire, l'organisation est même recensée par le

département de la Justice en tant que lobbyiste sur le Foreign Agents Registration Act [37].

Dans le cadre de la guerre au terrorisme, les Moudjahidines sont un véritable enjeu politique pour la diplomatie états-unienne. Un laxisme de Washington sur ce dossier remettrait en cause le bien-fondé de sa lutte contre le terrorisme international. C'est pour cette raison qu'à la suite des opérations policières menées simultanément en Australie et en France contre les Moudjahidines du peuple, au début de l'été 2003, le département d'État et le département du Trésor ont attaqué à leur tour l'organisation en août, fermant ses bureaux et gelant ses comptes bancaires. Aujourd'hui, alors que le régime iranien se retrouve confronté à une grave crise institutionnelle, la tentation est grande pour les faucons de Washington d'avoir une nouvelle fois recours à son bras armé pour déstabiliser la République islamique. Mais l'administration Bush doit savoir, pour s'être plusieurs fois brûlé les doigts en voulant jouer aux apprentis sorciers dans la région, que la désignation d'un dirigeant iranien depuis l'étranger a peu de chances d'aboutir. La participation des Moudjahidines du peuple, aux côtés des troupes de Saddam Hussein, aux massacres de la guerre Iran-Irak et à la répression des insurrections chiïtes et kurdes de 1991, a depuis longtemps carbonisé la légitimité de l'organisation auprès de la population iranienne. L'idée de les voir associés d'une quelconque manière à l'exercice du pouvoir à Téhéran ne peut que faire frémir les observateurs avertis de la vie politique iranienne.

Paul Labarique

[1] La Savak a été créée, en 1957, à Londres, par le MI6. Des cours de torture ont été dispensés par des officiers de la CIA. En outre, des commandos SAS britanniques ont entraîné et encadré l'armée impériale pour réprimer le mouvement kurde. En échange, le shah a accepté les conditions d'exploitations fixées par les compagnies pétrolières anglo-saxonnes, et l'installation d'une station d'espionnage électronique du GCHQ britannique à la frontière irano-soviétique.

[2] Les États-Unis étaient inquiets de voir leur protégé, Mohammed Rezâ Pahlavi, devenir de moins en moins contrôlable et manifester des ambitions régionales démesurées. Ils avaient donc décidé de le renverser au profit d'un tiers qu'ils pensaient, à tort, plus malléable.

[3] « L'offensive contre la révolution islamique en Iran », par Éric Rouleau, *Le Monde diplomatique*, octobre 1980.

[4] « La guerre ouverte succède au conflit de tendances au sein du mouvement islamique iranien », par Ahmad Fraoughy, *Le Monde diplomatique*, août 1981.

[5] D'après *Une Guerre*, de Dominique Lorentz, *Les Arènes*, 1997.

[6] Pour le détail de cette période, voir *Une Guerre*, op.cit.

[7] « Les négociations franco-iraniennes dans une phase difficile », par Alain Frachon, *Le Monde*, 23 janvier 1987.

[8] « Iran : un responsable provincial assassiné », *Le Monde* d'après l'AFP, 19 février 1987.

[9] « L'Irak annonce la suspension conditionnelle de ses raids sur les villes iraniennes », *Le Monde*, 20 février 1987.

[10] La branche militaire des Moudjahidines, l'Armée nationale de libération de l'Iran, se bat aux côtés des forces irakiennes sur le front. D'après « La "normalisation" avec Téhéran va bon train », par Yves Heller, *Le Monde*, 9 décembre 1987.

[11] « Mise au point du département d'État sur ses contacts avec les Moudjahidines », *Le Monde* d'après AFP, 24 avril 1987.

[12] « Après la libération de M. Charles Glass, Washington annonce le retour à Damas de son ambassadeur », *Le Monde* d'après AFP et Reuters, 21 août 1987.

[13] « Le ministère de l'Intérieur annonce l'expulsion de plusieurs dizaines d'opposants iraniens », *Le Monde*, 8 décembre 1987.

[14] « Le HCR demande des précisions à la France », par Isabelle Vichniac, *Le Monde*, 9 décembre 1987.

[15] « Onze des opposants iraniens promis à l'expulsion ont le statut de réfugié », *Le Monde*, 9 décembre 1987.

[16] « M.Jospin : brutal », *Le Monde*, 9 décembre 1987.

[17] « Le PS attaque M. Pasqua sur le sort des réfugiés », *Le Monde*, 14 décembre 1987.

[18] D'après Gérard Boureau, maître de conférence à l'université de Paris Sud, l'appartenance au mouvement des Moudjahidines du peuple était « dans l'intérêt » des réfugiés iraniens pour obtenir une carte de séjour, « la caution des Moudjahidines étant, jusqu'à présent, un élément jugé très positif dans un dossier ». Voir « Expulsions et contre-vérités », par Gérard Boureau, *Le Monde*, 29 décembre 1987.

[19] « Deux des Iraniens expulsés au Gabon sont reconduits à Londres et à Stockholm », *Le Monde*, 14 décembre 1987.

[20] « Une entorse au processus de normalisation avec Téhéran ? », *Le Monde*, 15 janvier 1988.

[21] « M. Chirac : "Nous soupçonnons une complicité entre l'Iran et les détenteurs d'otages" », *Le Monde*, 16 décembre 1987.

[22] « Les gestes sans équivoque de M. et Mme Mitterrand », par Yves Heller, *Le Monde*, 9 janvier 1988.

[23] « Les "doutes" et les "réserves" de M. Malhuret », *Le Monde*, 12 décembre 1987.

[24] « La "normalisation" avec Téhéran va bon train », par Yves Heller, *Le Monde*, 9 décembre 1987.

[25] « L'aboutissement d'une négociation obligée », *Le Monde*, 15 janvier 1988.

[26] « Un rapport de l'ONU accuse les Irakiens d'avoir fait "un usage répété" des armes chimiques », *Le Monde*, 3 août 1988.

[27] « La face cachée des Moudjahidines », par Elaine Sciolino, *New York Times*, paru dans *Courrier International*, 10 juillet 2003.

[28] « Iran : Opposition », *Les Échos*, 9 juin 1993.

[29] « Bonn refoule une opposante iranienne », par Lorraine Millot, *Libération*, 17 juin 1995.

[30] « Grandes manœuvres dans le Golfe », par Jean-Jacques Mevel, *Le Figaro*, 15 octobre 1997.

[31] « Triste jour pour la démocratie », *Le Figaro*, 28 octobre 1999. Pour la réalité de l'état des libertés fondamentales en Iran depuis l'arrivée au pouvoir de Khatami, voir [le](#)

rapport de la Commission sénatoriale française des Affaires économiques et du Plan et notre article « [La société iranienne paralysée](#) », *Voltaire*, 5 février 2004.

[32] « Iran, Turkey agree to brand People's Mujahedin, PKK "terrorists" : diplomat », AFP, 28 mars 2002.

[33] D'après un rapport d'Ahmed Rashid consacré aux Talibans, ces derniers auraient accueilli à plusieurs reprises des membres des Moudjahidines du peuple à Kandahar. « [The Taliban : Exporting Extremism](#) », par Ahmed Rashid, *Foreign Affairs*, novembre/décembre 1999.

[34] « Behind the rhetoric, US and Iran cooperating over Iraq », AFP, 1er décembre 2002.

[35] « Iraq-based Iranian opposition welcomes "ceasefire" with US », AFP, 22 avril 2003.

[36] « [Ashcroft's Baghdad Connection](#) », par Michael Isikoff, *Newsweek*, 26 septembre 2002.

[37] « [Iran 'terrorist' group finds support on Hill](#) », by Sam Dealy, *The Hill*, 2 avril 2003.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Juger les administrations états-uniennes avec Saddam Hussein

Analyse

James Mann, du Center for Strategic and International Studies, dénonce dans le *Washington Post* la répression politique en Chine dont la France s'accommode si bien pour vendre ses armes. Sur le même thème, Mickey Spiegel de Human Right Watch dénonce dans l'*International Herald Tribune* le sort fait au lama Tenzin Delek, condamné à mort pour terrorisme. Les tribunaux chinois n'ont pas réussi à apporter la preuve qu'il est responsable de l'attentat à la bombe pour lequel il a été condamné. Il est en fait le symbole de la défense de l'ordre traditionnel que les Chinois sont en train de détruire. Sans rien enlever à ces remarques, on regrettera que les défenseurs du Tibet soient aussi ceux de cet ordre traditionnel où le clergé bouddhiste réduisait une population entière au servage et qu'ils confondent la politique de sinisation forcée durant la révolution culturelle avec la lutte contre la féodalité. Au demeurant, le Dalai Lama lui-même se dit aujourd'hui prêt à accepter la souveraineté chinoise sur le Tibet.

Noam Chomsky, symbole de l'opposition à l'impérialisme de son pays, rappelle dans *Clarín* qu'une justice équitable se doit de juger chacun pareillement. De ce point de vue, le jugement de Saddam Hussein ne sera équitable que si l'on cite à comparaître les complices de ses crimes : Powell, Cheney, Rumsfeld et Bush père, tous responsables aussi bien de l'armement de la dictature que d'une décennie d'embargo.

Malheureusement, les crimes que dénonce Chomsky depuis quarante ans continuent.

Frank. J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, s'oppose à toute négociation avec le régime de Pyongyang. Dans le *Washington Times*, il s'appuie sur l'exemple de Reagan refusant les offres d'apaisement de Gorbatchev jusqu'à ce que l'URSS s'effondre pour préconiser une ligne inflexible jusqu'à la chute du régime de Kim Jong Il. Tous les arguments sont bons pour stigmatiser le « Mal », qui se voit accuser, sans souci de la réalité, d'avoir délibérément provoqué la famine et de gazer ses opposants à la manière des nazis. Le colonel Alan Gropman publie dans le *Washington Times* une note de lecture dithyrambique du dernier livre du patron de la Rand Corporation. L'auteur y étudie les expériences d'occupation militaire états-uniennes et de « reconstruction de nations », pour conclure qu'il faudra du temps et des moyens en Irak. Une analyse qui tient plus de l'auto-persuasion, sinon de la propagande, que de l'étude universitaire. Au point que l'auteur affirme que les besoins de l'Afghanistan et de l'Irak sont similaires et que les États-Unis doivent s'engager à une occupation longue, mais doivent faire payer la facture par la communauté internationale.

Le cynisme est contagieux. James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, et Gordon Brown, champion du réalisme économique de gauche, déplorent dans le *Guardian* que la communauté internationale soit incapable de remplir les objectifs du millénaire. La scolarisation des fillettes et la réduction de la pauvreté, entre autres, sont renvoyées aux calendes grecques, ou, plus ridicule encore, à des dates lointaines calculées avec précision par les deux technocrates. Aussi, pour que les pauvres soient moins pauvres, faudrait-il que les riches soient plus riches et puissent faire la charité. C'est pourquoi le gouvernement philanthropique de Tony Blair propose d'accorder des exonérations fiscales aux spéculateurs qui feraient des dons aux programmes de développement. Après la taxe Tobbin en faveur du FMI, voici donc l'exonération Brown en faveur de la Banque mondiale !

Le ministre russe des Affaires étrangères, Igor S. Ivanov, se félicite dans *Kommersant* des bonnes relations de son pays avec les États-Unis. Elles ne reposent pas seulement sur les relations amicales entre les deux chefs d'État, mais sur des relations commerciales et une coopération diplomatique. Au-delà de la langue de bois qu'il manie à la perfection, Ivanov prend acte que, hormis en Tchétchénie, les États-Unis ont renoncé à intervenir plus avant dans la politique russe.

Réseau Voltaire

James Mann



James Mann est chercheur au Center for Strategic and International Studies et ancien correspondant en Chine du *Los Angeles Times*.

« Nouvelle Chine, vieille répression »

Source : Washington Post

Référence : « 'New' China, Old Repression », par James Mann, *Washington Post*, 17 février 2004.

Jacques Chirac tente de persuader l'Union européenne d'abandonner l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine qui dure depuis 1989 et la répression des manifestations de la place Tiananmen. Pour cela, sous la pression des industries d'armement françaises, il affirme que la Chine a changé et qu'elle s'est intégrée à la communauté internationale. Mais ce n'est pas parce qu'elle fait partie de l'OMC qu'elle respecte les Droits de l'homme.

Ce point est illustré parfaitement par le refus chinois de laisser le CICR accéder à ses prisons. Pékin avait pourtant promis, il y a dix ans, d'autoriser ces visites juste avant la rencontre entre Bill Clinton et Jiang Zemin au cours de laquelle les États-Unis avaient renoncé à subordonner les échanges économiques aux droits de l'homme, mais la Chine n'a jamais tenu parole.

Le CICR a condamné les conditions de détention à Guantanamo et les Européens s'en sont émus, mais Washington a au moins laissé entrer les experts de la Croix-rouge dans le camp, ce que la Chine refuse sans que les Européens ne s'en émeuvent. Il s'agit là d'une attitude classique. Cela fait dix ans que la Chine a détourné la question des Droits de l'homme en ne traitant que des droits de visite. Mais en dix ans, ce qui a changé, ce n'est pas la Chine, c'est l'attitude du reste du monde.

Mickey Spiegel

Mickey Spiegel est chercheur pour Human Right Watch.

« Les procès des Tibétains de Chine »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The trials of China's Tibetans », par Mickey Spiegel, *International Herald Tribune*, 17 février 2004.

La Chine a une longue tradition d'utilisation d'accusations criminelles pour faire taire les activistes tibétains. En décembre 2003, Tenzin Delek, un lama respecté a été condamné à mort, une sentence suspendue deux ans. S'il se comporte bien, il pourrait voir sa peine commuée en prison à vie. Il est accusé

d'avoir posé des bombes.

Le procès fut classé secret défense et l'accusé n'a pas pu bénéficier des conseils d'un avocat. Dans le même temps, le parti communiste local faisait campagne contre ce " terroriste " contre lequel, il n'y a aucune preuve. Il est aujourd'hui dans une prison à 600 kilomètre de chez lui, ce qui va à l'encontre des règles chinoises. Cette affaire n'est que le point culminant de la politique de sinisation au Tibet.

Cette politique se poursuit et est en train de détruire un système religieux unique au monde. Les enfants sont éduqués à la chinoise. Les monastères sont confiés à des autorités non-religieuses. Les moines sont forcés de rejeter les enseignements du Dalaï Lama au profit de ceux du Panchen Lama, choisi par les Chinois, et de signer un document affirmant que le Tibet a toujours appartenu à la Chine. Face à cette politique, Tenzin Deleck était un obstacle car il défendait les traditions tibétaines. Quand les autorités ont commencé à s'en prendre à lui, la population a réagi, mais beaucoup ont alors été emprisonnés et condamnés. Depuis la population a peur.

Sur ce sujet, le silence des gouvernement occidentaux est assourdissant.

Noam Chomsky



Noam Chomsky est professeur de linguistique à l'université du Massachusetts. Intellectuel engagé, il a pris depuis longtemps position contre l'impérialisme états-unien.

« Ce qui doit être mis en lumière dans le procès de Saddam »

Source : Clarin

Référence : « Lo que debería salir a la luz en un juicio a Saddam », par Noam Chomsky, *Clarin*, 17 février 2004.

Les longues et tortueuses relations entre Saddam Hussein et l'Occident devraient ressurgir devant un tribunal. Dans un procès juste, chose virtuellement inimaginable, un avocat de la défense pourrait appeler **Colin Powell**, **Dick Cheney**, **Donald Rumsfeld**, **Bush père** et d'autres hauts fonctionnaires des administrations Reagan et Bush qui ont une part de responsabilité dans les atrocités commises par Saddam Hussein.

Un procès juste se devrait d'accepter le principe élémentaire de l'universalité et soumettre les accusateurs aux mêmes normes que les accusés, mais ça n'a jamais été le cas dans un procès pour crime de guerre et même le moins déficient de ces tribunaux, celui de Nuremberg, n'a jugé que les Allemands et pas les alliés. Un procès vraiment juste démontrerait que Washington a appuyé Saddam Hussein dans la décennie 80, d'abord sous prétexte de combattre l'Iran puis au delà.

Donald Rumsfeld, envoyé spécial de Reagan au Proche-Orient, s'est rendu à Bagdad en 1983 et 1984 pour renforcer les liens avec l'Irak. Colin Powell fut conseiller de sécurité nationale de Bush père avant de devenir le chef d'état-major. À la même époque, Cheney était secrétaire à la Défense. Les États-Unis fournirent à l'Irak durant cette période des agents biologiques pouvant servir à la fabrication d'armes de destruction massive. La politique vis-à-vis de Bagdad changea après l'invasion du Koweït, mais il resta une constante : Washington ne voulait pas que les Irakiens

contrôlent leur pays. En 1990, l'ONU décida de sanctions économiques qui furent qualifiés de " génocide " par Denis Halliday, coordinateur de l'ONU en Irak. Ces sanctions renforcèrent la dépendance des Irakiens vis-à-vis du régime.

Le tribunal devrait permettre de préserver les apparences de l'ordre international, mais l'administration Bush veut démanteler ce système et l'Irak est un premier exemple de ce projet.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Reykjavic II »

Source : Washington Times

Référence : « Reykjavic II », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 17 février 2004.

Les États-Unis et quatre autres nations se retrouveront bientôt à Pékin pour discuter avec la Corée du Nord stalinienne afin de tenter d'éliminer le danger que représente son arsenal nucléaire qu'il pourrait vendre. Les dernières négociations n'ont rien données et celles-ci ne sont pas plus prometteuses. Un accord, identique à celui signé par Clinton, n'aboutirait pas plus que le premier car nous savons aujourd'hui que peu de temps après l'avoir signé Pyongyang avait relancé son programme d'enrichissement de l'uranium en bénéficiant de la même filière sino-pakistanaise qui a alimenté l'Iran et la Libye.

Aujourd'hui la Corée du Nord peut menacer aussi bien ses voisins que les États-Unis avec son arsenal. Elle peut fournir des armes nucléaires à tous les États voyous ou les groupes terroristes qui pourront en payer le prix. En outre, signer un accord conférerait une légitimité au régime le plus abject au monde, un régime qui, selon la BBC, gaze ses opposants dans des goulags et qui a laissé mourir de faim deux millions de ses concitoyens en détournant la nourriture qui leur était destiné.

Ronald Reagan avait démontré avec l'URSS qu'il y avait d'autres méthodes que le dialogue pour détruire les régimes répressifs. Il faut surtout dire la vérité sur ces régimes et refuser tout compromis avec eux. Reagan avait refusé les mesures d'apaisement de Gorbatchev à Reykjavic et **George W. Bush** doit refuser tout accord avec la Corée du Nord car cela pourrait permettre le maintien de ce régime.

Alan Gropman

Alan Gropman est professeur de politiques de sécurité nationale à l'Industrial College of the Armed Forces de la National Defense University.

« Les tendances dans ce domaine »

Source : Washington Times

Référence : « Leaning over », par Alan Gropman., *Washington Times*, 17 février 2004.

Le livre dirigé par James Dobbins [1], *Le Rôle de l'Amérique dans la construction des nations, de l'Allemagne à l'Irak* [2], devrait devenir une référence pour les questions de reconstruction des pays après des conflits. Les auteurs analysent les succès qu'ont été l'Allemagne et le Japon, les deux cuisants échecs qu'ont été la Somalie et Haïti, le succès mitigé en Bosnie, le succès modeste au Kosovo et une situation qui reste à définir en Afghanistan. Ils espèrent ainsi trouver une méthode adaptable à l'Irak.

Dobbins retient de l'exemple allemand qu'il est essentiel de restaurer la croissance économique et que les populations disposent de ce dont ils ont besoin. Le cas japonais prouve que la démocratie peut être construite dans des sociétés non-occidentales et que l'assignement des responsabilités de la guerre a un impact majeur dans le comportement du pays et dans ses relations étrangères au cours des décennies qui suivent. La Somalie démontre que pour réussir, il faut un commandement militaire unifié et qu'il faut de la sécurité dans le pays. Le cas haïtien démontre que les pays à reconstruire ont besoin d'une implication longue. L'Afghanistan, comme l'Irak, est une nation fictive qui ne dispose pas d'unité nationale et où la fidélité repose sur l'ethnie. Si nous voulons réussir en Irak, nous devons parvenir à constituer un consensus national aux États-Unis pour demeurer longtemps dans le pays. Il faut également faire pression sur les voisins pour qu'ils ne le déstabilisent pas et il faut obtenir une aide internationale.

[1] James Dobbins, directeur de la Rand Corporation, fut l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie. Il était le représentant spécial du président Bush à la conférence de Bonn sur l'Afghanistan après les Talibans.

[2] *America's Role in Nation-Building : From Germany to Iraq* peut être téléchargé gratuitement sur le site de la Rand.

Gordon Brown, Jim Wolfensohn



Gordon Brown est ministre travailliste britannique de l'Économie et des Finances.

Jim Wolfensohn est le président de la Banque mondiale.

« Un nouvel accord en faveur des pauvres du monde »

Source : The Guardian

Référence : « A new deal for the world's poor », par Gordon Brown et Jim Wolfensohn, *The Guardian*, 16 février 2004.

Les gouvernements, les groupes religieux, les associations caritatives et le monde des affaires vont se rassembler aujourd'hui à Londres afin de rechercher ensemble un moyen d'atteindre les objectifs de développement du millénaire qui ont été définis, il y a cinq ans, et qui doivent être atteints en 2015. Dans la poursuite de cet objectif, 2005 sera une année décisive. Il y a cinq ans, nous avons défini huit objectifs, mais l'année prochaine, l'objectif sur l'éducation des petites filles ne sera pas atteint. 70 pays ne rempliront pas les critères et l'Afrique sub-saharienne ne devrait pas réussir à arriver au niveau fixé dans ce domaine avant 2129, les objectifs en termes de santé ne seront pas atteints avant 2165 et la diminution de la pauvreté dans les pays en voie de développement devrait être atteinte en 2147 au lieu de 2015. Le monde doit donc se rassembler pour que nous nous rapprochions de nos objectifs en 2005.

Il faut malheureusement encore une fois réveiller la conscience collective mais, heureusement pour les pauvres, le Royaume-Uni présidera en 2005 le G8 et cette présidence sera marquée par l'aide au développement. Pour avoir une chance d'atteindre les objectifs un nouvel accord entre les pays en voie de développement et les pays développés doit être trouvé.

Les pays en voie de développement doivent ouvrir leur économie et lutter contre la corruption tandis que les pays développés doivent se rapprocher de la Banque mondiale et du FMI pour accroître l'aide économique. Nous devons également lutter contre le protectionnisme agricole des pays riches, développer l'éducation et la santé dans les pays pauvres. Cela demande des fonds et c'est pourquoi le gouvernement britannique propose que les donateurs des pays les plus riches puissent lever des fonds dans les marchés de capitaux internationaux.

Igor Ivanov



Igor Ivanov est ministre des Affaires étrangères de Russie.

« Russie-USA : quel partenariat ? »

Source : Réseau Voltaire

Référence : « Russie-USA : quel partenariat ? », par Igor Ivanov, *Kommersant* 16 février 2004. Version française disponible sur le Fil diplomatique du Réseau Voltaire.

J'ai des contacts réguliers avec **Colin Powell** et ceux-ci sont la démonstration du nouveau caractère des relations existant entre la Russie et les États-Unis. Le voyage du secrétaire d'État états-uniens à Moscou, les 26 et 27 janvier 2004, en est un témoignage de plus.

Certains pensent que l'amélioration des relations entre la Russie et les États-Unis n'est due qu'aux bonnes relations entre **Vladimir Poutine** et **George W. Bush** et qu'elles sont donc fragiles. Ces liens interpersonnels sont certes importants, mais ils se sont largement étoffés dans les domaines stratégiques et militaires depuis le sommet de Ljubjana, première rencontre entre eux. Nous avons également développé nos échanges et la coopération dans l'arène internationale.

Nous avons connus des tensions lors du retrait des États-Unis du traité AMD ou lors du déclenchement de la Guerre d'Irak et nous en aurons d'autres, mais nous avons su et nous saurons y faire face. Powell a mentionné les points de désaccords comme l'affaire Youkos, la dernière élection parlementaire ou la politique de Moscou en Tchétchénie ou en Géorgie et nous y avons répondu franchement.